

DES RÉFUGIÉS
EN ATTENTE D'UN
MOYEN DE TRANSPORT
À BEREKSURANY, EN
HONGRIE, LE 14 MARS.

UKRAINE CONTRE LE TRAFIC D'ÂMES.

AVEC DES MILLIONS DE PERSONNES CONTRAINTES
À L'EXIL, LES ALERTES SUR LES RISQUES DE TRAFIC
D'ÊTRES HUMAINS SE MULTIPLIENT. LE DÉCRYPTAGE
DE DEUX SPÉCIALISTES.

PAR HÉLÈNE GUINHUT

NOUVELLES FORMES D'ESCLAVAGE, TRAFIC SEXUEL, TRAFIC D'ORGANES... Faute de contrôles suffisants, les femmes et les enfants fuyant l'Ukraine sont particulièrement vulnérables à d'odieux marchandages sous couvert d'humanisme. Nous avons demandé à Philippe Cori, directeur adjoint du bureau de l'Unicef en Europe et Asie centrale, et à Alice Barbe, cofondatrice du collectif Corridor citoyen, créé par des activistes le jour de l'invasion de l'Ukraine, de nous éclairer sur la situation.

ELLE. L'EUROPE S'INQUIÈTE DE LA PRÉSENCE DE TRAFIQUANTS DANS LES ZONES FRONTALIÈRES. QUELLE EST LA SITUATION SUR PLACE ?

ALICE BARBE. Je ne peux témoigner que

de ce que les équipes de Corridor citoyen voient au quotidien. Une semaine après le début de nos opérations à la frontière polonaise, nous avons déjà évacué 500 personnes vers la France. Absolument rien n'est mis en œuvre afin d'assurer des couloirs humanitaires pour ceux qui fuient l'Ukraine. Le chaos règne dans les centres d'accueil humanitaires, avec des bénévoles qui ne sont pas du tout contrôlés. Il suffit de porter un badge ou de

mettre un gilet jaune pour pouvoir y circuler, ce qui est irresponsable. J'étais à Przemyśl (Pologne) dans un centre commercial transformé en centre d'accueil pour réfugiés, où 3000 personnes arrivent chaque nuit. Des bénévoles se baladent avec un mégaphone en disant : « J'ai deux places pour aller à Berlin, qui veut ? » Les départs se font aux enchères, sans

aucune vérification.

PHILIPPE CORI. Il y a potentiellement de graves conséquences pour les enfants. J'ai rencontré la ministre polonaise de la Famille, qui gère la protection de l'enfance. Pour l'instant, on constate beaucoup de générosité, mais, dans deux mois, voire même avant, celle-ci va s'estomper. Et il faut pouvoir prendre la relève de manière plus structurée. Nous sommes en train de former les gardes-frontières

du pays, car il y a des tas d'organisations inconnues des institutions polonaises, comme des associations caritatives ou religieuses, qui emmènent des enfants sans aucun contrôle. Nous travaillons également avec Frontex, l'agence européenne aux frontières, pour que ses gardes aussi soient alertés sur les potentiels trafics de mineurs. Les Ukrainiens étant très connectés, des applications de prévention se mettent en place, et les réseaux sociaux relaient des conseils de protection simples, comme celui de prendre en photo les chauffeurs et les plaques d'immatriculation des véhicules.

ELLE. JUSTEMENT, LA PRÉSENCE DE MINEURS ISOLÉS PARMI LES RÉFUGIÉS INQUIÈTE. SONT-ILS NOMBREUX ? ET À QUELS DANGERS SONT-ILS EXPOSÉS ?

A.B. Nous en avons bien sûr rencontré, notamment des jeunes filles qui nous disaient être orphelines. Certaines avaient 17 ans et 11 mois et nous suppliaient de les laisser monter dans nos bus. Nous ne pouvons pas prendre cette responsabilité, car cela serait assimilé à du trafic d'enfants. Mais le risque, ce ne sont pas seulement les trafiquants : il y a aussi des personnes qui viennent récupérer des gens avec leur voiture en se disant qu'elles sauvent une vie, or c'est illégal et dangereux.

P.C. Pour le moment, nous n'avons pas de chiffres. Mais nous sommes très conscients de la vulnérabilité de ces enfants non accompagnés. Les gouvernements font ce qui est en leur pouvoir, mais ils ont vite compris qu'ils ne pourraient pas suivre. Nous nous attendons à 2 millions de mineurs réfugiés dans les prochaines semaines. Chaque seconde, un enfant passe la frontière ukrainienne. Il faut le plus vite possible mettre en place des systèmes de contrôle. Nous sommes dans l'Union européenne, il y a des règles à suivre. Comme le dit Alice, nous ne pouvons pas laisser des gens, même de bonne volonté, emmener des enfants sans aucun protocole. Ceux-ci



“CE QUE NOUS AVONS CONSTATÉ SUR LE TERRAIN NOUS SCANDALISE.”

ALICE BARBE, COFONDATRICE DU COLLECTIF CORRIDOR CITOYEN

sont exposés à des risques de trafics sexuels, de nouvelles formes d'esclavage, de trafics d'organes... Ce sont des choses que nous avons constatées ailleurs, dans différentes crises où l'Unicef est intervenu.

ELLE. POUR LES JEUNES FEMMES, LE RISQUE D'ÊTRE VICTIMES D'EXPLOITATION SEXUELLE EST RÉEL. COMMENT SE CARACTÉRISE CETTE MENACE ?

A.B. Sur le parking en face du centre d'accueil humanitaire de Przemysl où nous nous trouvons, nous avons vu des hommes attendre dans des voitures. La police exige qu'ils s'en aillent, mais ils reviennent malgré tout. C'est assez saisissant. Avant-hier, un bénévole a vu un Espagnol emmener trois femmes. Il a pris en photo la plaque d'immatriculation du véhicule et a voulu s'assurer que tout le monde était consentant, mais le chauffeur a très mal réagi et s'est montré violent. La police a dû intervenir.

ELLE. FACE À UNE GUERRE QUI POURRAIT DURER, QUE FAUT-IL METTRE EN ŒUVRE POUR PROTÉGER DURABLEMENT CES RÉFUGIÉS ?

P.C. Aux frontières et dans les gares, nous sommes en train de développer un réseau de « Points bleus », des centres de services pour les enfants d'Ukraine et leurs familles. Coordonner vingt-sept États membres est toujours long. Mais – et c'est une première dans l'histoire – l'Europe a décidé d'accueillir ces enfants pour une période de trois ans, quelle que soit leur nationalité. Le secrétaire d'État français en charge de l'enfance et des familles, Adrien Taquet, a aussi participé au développement d'un plan européen d'accueil des réfugiés.

A.B. Compte tenu de ce que nous avons constaté sur le terrain, nous sommes scandalisés. Les bus, c'est bien, mais ce dont nous avons besoin, c'est de trains ! Il en faut chaque jour, qui partent des points de frontières, qui circulent en Europe et qui s'arrêtent où les réfugiés sont certains d'avoir un point de chute et un accueil. La mobilité,

c'est la liberté. Je voudrais aussi mettre en garde les Français qui se rendent en Ukraine. Cette semaine, nous avons rencontré une jeune femme de 18 ans qui était partie faire la guerre et qui est revenue après avoir subi les pires sévices sexuels...

ELLE. UNE FOIS EN FRANCE, LES RISQUES SONT-ILS ÉCARTÉS ?

A.B. Nous assistons à une mobilisation citoyenne d'une ampleur inédite. C'est très beau, mais quand on s'engage pour l'accueil, il faut faire le deuil du réfugié idéal. Quelqu'un qui dit « je veux accueillir une femme et un enfant », ça fait peur. Surtout que je suis effarée par les propos sexistes qui circulent au sujet des Ukrainiennes. En Pologne, j'ai rencontré des femmes qui m'ont assuré qu'elles avaient des familles d'accueil à leur arrivée en France. Quand je leur ai demandé si elles les connaissaient, elles m'ont répondu qu'elles les avaient rencontrées sur Facebook. Le rôle que jouent les réseaux sociaux est un peu terrifiant. ●